

La complicité européenne dans l'occupation d'Israël et l'apartheid : Des éléments de politique économique - Shir Ever¹

Israël : un projet colonial venu d'Europe

Le mouvement sioniste et l'Etat d'Israël ont des racines européennes. Les fondateurs et leaders du mouvement sioniste sont venus d'Europe. Ils considéraient dès le départ le projet de colonisation de la Palestine par des juifs comme un projet porteur de civilisation, de culture et de technologie « avancée » face à un ensemble de pays considérés comme « primitifs » et arriérés.

Ce projet s'est poursuivi avec la création de l'Etat d'Israël. Le « nettoyage ethnique » de la population native de Palestine, « l'Etat d'urgence » décrété et mis en place pendant 70 ans, l'occupation de la Cisjordanie, de la Bande de Gaza, et du Golan syrien en 1967, l'emprisonnement en masse de Palestiniens, la torture de prisonniers, les massacres de civils par des soldats israéliens agissant en toute impunité, tout ceci n'est pas une invention israélienne ou juive. **D'autres projets coloniaux européens dans de nombreux pays et sur tous les continents n'étaient guère différents.** Les visiteurs ou chercheurs concernés par l'Algérie, le Brésil, l'Inde, l'Irlande, l'Afrique du Sud et bien d'autres pays, reconnaîtront dans les politiques israéliennes, exactement **les mêmes politiques coloniales qui ont façonné d'autres histoires coloniales.**

La seule différence cependant entre Israël et tous ces pays, est que **ce type de gouvernement colonial direct a presque disparu partout et qu'il survit en Israël/Palestine seulement grâce à un soutien international.** Même si les Etats-Unis sont officiellement le plus important allié, **l'importance de l'Europe et de l'Union européenne pour Israël** en matière de capacités militaires, de stabilité économique et chose la plus essentielle, en matière de légitimité politique, se révèle dans les faits bien plus grande que celle des Etats-Unis.

- Ces rapports entre intérêts coloniaux européens et Israël remontent à la Déclaration de **Balfour** de **1917**, dans laquelle la Grande-Bretagne annonçait son intention de consacrer un territoire à une « patrie juive » avant de conquérir ces territoires à l'empire Ottoman.
- En **1947**, les Etats européens ont soutenu le plan de **partition de la Palestine**, préparant ainsi une immigration de masse des juifs vers la Palestine, plutôt que de prendre leurs responsabilités par rapport aux rescapés de l'Holocauste et de les aider à retrouver leurs droits de citoyens dans leurs pays européens d'origine.
- En **1956**, Israël s'est joint à la guerre coloniale punitive de la France et de l'Angleterre contre l'Egypte, suite à la nationalisation du **Canal de Suez**. La France est devenue le principal fournisseur d'armes d'Israël suite à cette guerre, avant d'être remplacée par les Etats-Unis en **1967**.

Assurer la stabilité économique par l'aide et le commerce

Plus récemment, **l'Europe est devenue le principal partenaire commercial d'Israël**. Elle compte pour environ un tiers de toutes les importations et exportations d'Israël. Ainsi, du contrat en milliards d'euros conclu pour **l'achat de sous-marins allemands**, « armes purement offensives » car capables de transporter des missiles nucléaires. L'Europe compte aussi beaucoup dans les programmes d'aide pour **les grands projets en territoires occupés palestiniens** (OPT – Occupied Palestinian Territory), depuis 1994. Cette aide a permis au gouvernement israélien de démanteler ses propres programmes

¹ Traduction et adaptation de “European complicity with Israel’s Occupation and Apartheid – an Economic Perspective” ; Shir Ever – ds “Interreligious Solidarity for Justice in Palestine/Israel” (edit par U.Duchrow / Munster LIT Verlag 2017, pp. 75-78)

qui concernaient les palestiniens sous occupation. Beaucoup de l'aide européenne sert à acheter des biens et services fournis par des entreprises israéliennes, **transformant ainsi avec une certaine efficacité l'occupation en une forme d'exportation au bénéfice de l'économie israélienne**. Plus important, l'aide atténue les obligations et la responsabilité d'Israël vis-à-vis de la légalité humanitaire internationale qui exige de prendre soin des besoins des populations placées sous occupation.

Entre 1994 et 2000, les donateurs ont investi plus de 7 milliards \$ dans l'aide au développement pour aider à construire une économie palestinienne viable. Les pays européens forment une majorité de ceux-ci. Pourtant quand certains de ces projets financés par les pays européens ont été refusés ou détruits par l'armée israélienne, comme le port de mer et l'aéroport de Gaza, les donateurs n'ont pas réclamé de dédommagements à Israël et ont tout simplement continué comme si de rien n'était. Après la répression de la seconde Intifada en 2000, les donateurs ont déplacé leurs efforts de l'aide au développement vers une aide humanitaire. L'organisation palestinienne « Aid Watch » a estimé que **72% de cette aide avait atterri dans l'économie israélienne**.

Alors que la réglementation de la Commission européenne indique clairement que **la Commission européenne ne peut conclure des accords européens d'association avec des pays qui violent des droits humains, Israël est ici l'exception** et jouit d'accords commerciaux avec l'Europe comme aucun autre Etat non-européen. Le livre « Europe's Alliance with Israel » de David Cronin (2011) donne davantage de détails sur la chaleur de ces relations et la persistance européenne à fermer les yeux sur les violations de la loi internationale par Israël.

Assurer la légitimité d'Israël sur le plan politique

L'Union européenne apporte aussi **son soutien aux efforts diplomatiques d'Israël**. Les pays européens ont facilité les négociations d'Israël avec l'Égypte, la Jordanie et la Turquie... Mais en contraste dans un monde, où presque tous les Etats d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont reconnu l'Etat Palestinien (134 pays au total), **la plupart des Etats membres de l'Union européenne y compris la Belgique, ont refusé de reconnaître la Palestine comme Etat, à l'exception de la Suède en 2014, de Chypre et de nombreux pays de l'Est européen (Tchéquie, Slovaquie, Roumanie, Bulgarie, Pologne en 1988**. La dépendance des gouvernements israéliens vis-à-vis du soutien européen est remarquable. ... Après la fin de la guerre froide et la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, la justification de l'occupation militaire des territoires occupés (OPT) et ses politiques et législations raciales est pourtant devenue plus difficile. **Les négociations d'Oslo elles-mêmes** ont été un essai pour le gouvernement israélien de restructuration du contrôle des territoires occupés, tout en préservant ainsi sa légitimité internationale.

C'est seulement **après l'attaque du 11 septembre aux USA**, que le gouvernement israélien a trouvé un nouvel ennemi commun capable de redonner vie à son alliance avec l'Ouest.

Le « terrorisme islamique » a pris la place du communisme.

Neve Gordon a montré que depuis ces attaques, **Israël est devenue la capitale mondiale d'une industrie de la Sécurité intérieure**, fournissant aux pays dans le monde, une technologie contre-terroriste israélienne, ainsi que de l'entraînement pour des opérations anti-terroristes. Parmi les pays qui paient pour **cette « expertise israélienne »**, résultat de 5 décades d'occupation militaire : la Belgique, la Grande-Bretagne, Chypre, la République Tchèque, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, l'Espagne, la Suède et la Suisse.

Il est tout à fait évident qu'Israël a besoin du soutien européen et qu'il travaillera à s'assurer de sa continuation. Il est plus difficile de comprendre les raisons de ce soutien d'un point de vue européen...

Le coût de 5 décades d'occupation militaire des territoires occupés n'est pas complètement couvert par l'aide internationale, et est devenu une lourde charge qui se répercute sur le standard de vie de l'Israélien moyen. **Le mouvement « Boycott, désinvestissement, sanctions » (BDS)** contre Israël a pris de l'importance au niveau international et est devenu un classique des médias israéliens et de l'agenda du gouvernement. Israël est empêtré également dans une spirale de crises politiques et économiques, et le gouvernement et les médias ont peur de discuter de l'étendue réelle de cette crise, parce qu'un grand nombre de jeunes et d'Israéliens formés quittent le pays, désillusionnés et déçus par les perspectives d'avenir de l'Etat d'Israël ...

La politique européenne de la carotte et du bâtonnet... !

... Plus récemment, spécialement après l'invasion israélienne dans la Bande de Gaza (2008/9), de très petits pas ont été faits en direction d'un « bâton », remettant en question le soutien européen inconditionnel à Israël. Par exemple, l'Union européenne a entrepris de **faire labéliser les produits en provenance des colonies (illégales) de Cisjordanie**, permettant ainsi au consommateur de réaliser que la vraie origine de son produit n'est pas en réalité Israël. En réponse à ceci, le gouvernement israélien a déclaré que de telles informations seraient des « **attaques contre le droit d'Israël à exister** ». Ceci n'est pas seulement de la polémique. C'est une claire reconnaissance par Israël que l'occupation est devenue si importante pour la vie politique, économique et sociale d'Israël qu'elle est plus importante que son autodéfinition comme un « Etat juif ». La colonisation des Etats occupés s'est déroulée durant 50 des 68 années d'existence de l'Etat d'Israël (73% du temps). **Les colons représentent 8% de la population, mais bénéficient de près du triple de la répartition budgétaire ...**

L'Europe est dans une position unique pour adoucir les relations de pouvoir inégales entre Israël et les Palestiniens. Elle peut appliquer ses propres lois déjà existantes, annuler les accords d'association et appliquer des sanctions concernant le commerce d'armes avec Israël. **De telles actions redonneraient du pouvoir au mouvement de Libération de la Palestine et donneraient espoir qu'une lutte non-violente pour la liberté est possible.**

Après Obama, Trump et l'extension coloniale²

En 2016, l'administration Obama et son président ont signé un pacte d'aide militaire de 38 milliards \$ sur 10 ans avec Israël : le Département d'Etat lui-même a déclaré cet accord d'assistance militaire bilatérale, être le plus grand jamais signé de l'histoire des Etats-Unis³. L'accord fournit à Israël 3,8 milliards \$ chaque année pendant 10 ans depuis 2019. Pour Rebecca Vilkomerson, directrice exécutive de « Jewish Voice for Peace », ce pacte d'aide militaire en forte croissance est « **une véritable récompense au comportement destructif d'Israël** qui viole depuis longtemps la politique officielle des Etats-Unis et les lois internationales. Il en résulte que par-là, les USA souscrivent effectivement aux politiques d'occupation et d'apartheid d'Israël à l'égard des Palestiniens ».

Avec Trump, le soutien américain s'intensifie par la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et le déplacement de l'ambassade US de Tel-Aviv à Jérusalem, sans aucune mention de Jérusalem-Est comme capitale palestinienne. Mieux, début juin 2019, l'ambassadeur américain

² Vu les récentes prises de position américaines, le texte qui suit a été rédigé par la rédaction de ce courrier.

³ "Obama hands Israel the largest military aid deal in history" – Rania Khalek, Electronic Intifada blog - 14 septembre 2016

David Friedman, sympathisant actif des implantations entrouvrirait la porte à **une annexion légitime de 60% de la Cisjordanie**. « Dans certaines circonstances, Israël a le droit de garder une partie de la Cisjordanie, mais pas toute ». Ce qui empêcherait la création d'un Etat palestinien, la solution dite des 2 Etats et appuie **une politique d'annexion rampante de la Cisjordanie qui est au programme du Likoud de Netanyahou et de ses partenaires de l'ultradroite**⁴.

Parallèlement, le gendre de D.Trump, Jared Kushner préparait un plan de paix, censé répondre aux frustrations palestiniennes ...

Ce plan dit de réconciliation a vu **son volet économique être présenté le 25 juin dernier** dans la capitale du Bahrein. Les responsables israéliens n'étaient pas invités, mais la participation arabe était très modeste, même du côté de l'Arabie Saoudite et des Emirats pourtant à l'avant-garde du rapprochement avec Israël, ... seulement des responsables de second plan et personne du côté palestinien.

Il faut dire que ce plan⁵ passait systématiquement sous silence les questions centrales d'occupation, de réfugiés ou le statut de Jérusalem. Les responsabilités d'Israël en matière de tensions régionales sont noyées avec celle de ses voisins comme l'Egypte et la Jordanie, plutôt qu'analysées comme telles. Le plan Kushner se vante de promettre **50 milliards \$ d'investissements**, mais seulement **27,8 en reviendraient aux territoires palestiniens occupés** en cas d'acceptation, le reste allant aux Etats voisins. Ces 27,8 milliards \$ représentent 27% de moins que l'aide militaire de 38 milliards accordée par les USA à Israël !

C'est ce plan qui a été dévoilé dans son entièreté (volet politique compris), ce 28 janvier 2020 à Washington par Trump, en présence et pour le plus grand bonheur de son grand ami Netanyahou et de l'autre candidat israélien à la présidence Gantz.



(Le Monde 30/1/2020)

Pour Majd Kayyal⁶, « Nous connaissons bien la « paix économique », ... la paix économique signifie que plus de 100.000 ouvriers palestiniens obtiennent des permis de travail « à l'intérieur d'Israël » - permis dont la condition principale est l'absence de tout « casier sécuritaire ». Israël détient arbitrairement cette carte de chantage et l'utilise lorsque bon lui semble, soit pour intimider les gens et les éloigner de toute implication politique, soit pire encore, pour les faire tomber dans le piège de la collaboration. ».

« Il s'agit d'associer le pain quotidien à une soumission totale à Israël et, en même temps, de faire profiter l'économie israélienne d'une main d'œuvre exploitable à souhait, ainsi que du pouvoir d'achat et de la consommation palestinienne. »

⁴ « Trump, Israël, les Palestiniens et la Bible » - Alain Frachon, Le Monde 12 juillet 2019

⁵ « 17 choses à savoir sur le plan économique de Trump et Kushner pour la Palestine » - Chloé Benoist, Agence Media Palestine 27 juin 2019

⁶ « L'atelier du Bahrein et l'usine de Ramallah » - Majd Kayyal - www.assafira.com , 26 juin 2019